

Mise en œuvre et suivi des recommandations issues de la mission de solidarité en RDC

Mme. Catherine Samba-Panza

Du 16 au 19 août 2018, j'ai eu l'honneur et le privilège de diriger la mission de solidarité en RDC, accompagnée et appuyée par l'ancienne Secrétaire exécutive de la CIRGL et des représentants du secrétariat exécutif et du Forum régional des femmes de la CIRGL, d'ONU-Femmes, de la MONUSCO et du Bureau de l'Envoyé spécial pour la région des Grands Lacs. À Kinshasa, la délégation a rencontré plusieurs représentants de haut rang, dont le Président de l'Assemblée nationale, le Vice-Premier Ministre en charge de l'intérieur et de la sécurité, la Ministre du genre et le Ministre de la justice. Elle a également rencontré le Vice-Président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), des dirigeantes et des représentantes d'associations de femmes et des membres de la société civile et des partis politiques, des dignitaires religieux et des chefs traditionnels, ainsi que la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU et cheffe de la MONUSCO. Avant de quitter la RDC, la chef de délégation a brièvement rencontré le Ministre des affaires étrangères et le Président de la CENI et a eu un entretien téléphonique avec le Président de la République, qui se trouvait à l'étranger.

Cette mission conjointe, attendue depuis longtemps, a bénéficié d'un fort appui de la part de tous les acteurs ; il s'agissait d'une excellente occasion de plaider en faveur de la condition des femmes en RDC et de leur pleine participation au processus électoral. La mission a pris note des progrès accomplis dans les opérations électorales au regard du respect de la Constitution. Mais certaines préoccupations concernant le système de scrutin électronique ont également été portées à l'attention de la mission. La délégation a encouragé la CENI et les acteurs politiques à avoir un débat constructif sur cette question cruciale et à continuer de promouvoir la sensibilisation et d'intensifier les activités d'éducation civique. La mission a également noté le rôle primordial des médias dans l'avancement de la cause féminine et a invité ces derniers à redoubler d'efforts pour que la voix des femmes soit davantage entendue. La mission a pris note des défis humanitaires et des problèmes de sécurité dans le pays ainsi que des répercussions du conflit sur les femmes, en particulier en milieu rural, et a souligné qu'il fallait renforcer les capacités des femmes et des jeunes au niveau local afin d'améliorer leur situation socioéconomique et de leur permettre de mieux réaliser leur rôle de transformateurs de la société.

La mission a pris note de ce que le Comité consultatif de la Plateforme des femmes avait été invité à envoyer une délégation pour observer les

prochaines élections nationales en RDC, prévues pour le 23 décembre 2018.

La République Démocratique du Congo a organisé des élections paisibles et acceptées par la communauté internationale. Le changement politique intervenu dans ce pays frère doit donc être une opportunité de continuer à porter un regard attentif sur la question de la participation politique des femmes congolaises mais surtout d'envisager une mission conjointe de suivi afin de :

- Faire un plaidoyer politique et sensibiliser les nouvelles autorités sur la pleine implication des femmes dans la prévention des conflits et dans le processus de stabilisation politique du pays.
- Renforcer les capacités des femmes pour une meilleure affirmation de leur leadership,
- Poursuivre les initiatives pour la lutte contre la pauvreté, l'autonomisation économique des femmes et la lutte contre les violences basées sur le genre.

Le plan de mise en œuvre de ces recommandations devrait être finalisées pour les rendre opérationnels.

La mission a exprimé sa profonde gratitude et reconnaissance au Gouvernement de la RDC pour l'accueil chaleureux qui lui a été réservé, particulièrement à l'endroit de la Ministre du genre, de l'enfant

et de la famille, Mme Chantal Safou Lopusa, membre du Comité consultatif de la Plateforme des femmes pour le suivi de l'Accord-cadre. Elle remercie également ONU-Femmes et la MONUSCO de l'appui considérable qu'elles ont apporté à la délégation et des échanges fructueux que la délégation a eus à son arrivée avec Mme Leila Zerrougui, Représentante spéciale du Secrétaire général et cheffe de la MONUSCO.

La mission a exprimé sa profonde reconnaissance pour l'enthousiasme et l'engagement des femmes congolaises et a promis de poursuivre ses efforts de plaidoyer en faveur de la participation des femmes congolaises et de toutes les femmes de la région des Grands Lacs à la vie politique et aux processus de paix.